

LANCEMENT DES DÉBATS BIOÉTHIQUES : RESPECTONS LES PERSONNES ET LES FAMILLES CONCERNÉES !

16 janvier 2018 | [Actu](#)



Ce jeudi 18 janvier aura lieu le lancement officiel des états généraux de la bioéthique, préalable à la révision de la loi à l'automne prochain, avec, parmi d'autres questions, l'élargissement des conditions d'accès de la Procréation Médicalement Assistée (PMA).

À cette occasion, nous, associations féministes, lesbiennes, gaies, bis, trans, intersexes et de santé, souhaitons rappeler que seule l'ouverture de la PMA à toutes les femmes et/ou aux personnes trans, et son remboursement par la sécurité sociale pourra mettre fin à une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, le statut conjugal ou l'identité de genre. Cette mesure devrait s'accompagner de l'accès à l'autoconservation des gamètes pour toutes et tous ainsi que du double don, afin que plus personne n'ait besoin de s'endetter et d'aller à l'étranger pour essayer de fonder une famille. L'ouverture de la PMA doit aussi inclure l'établissement de la filiation de l'enfant dès sa naissance à l'égard de ses deux parents de même sexe car un enfant ne saurait être différemment protégé en fonction du genre (ou de l'orientation sexuelle) de ses parents.

Nous sommes consternées de devoir à nouveau rappeler que l'autonomie et le libre arbitre des personnes et en particulier des femmes, n'est pas un objet « d'éthique » et ne devrait plus faire débat. D'autant que la partie éthique sur la PMA, qui concerne la technique médicale en elle-même, est tranchée depuis les lois de 1994 et 2004. Néanmoins, comme toujours lorsqu'il est question des droits des femmes, de leur liberté à disposer de leur corps et de leur choix de fonder ou non une famille, la réforme de la procédure d'accès à la PMA est à nouveau l'occasion pour tout un chacun de se permettre de commenter et critiquer des choix personnels, qui ne devraient relever que de la liberté individuelle.

Cependant, nous prenons acte de ce débat, que nous souhaitons concret. Ce n'est pas une question de morale désincarnée, l'enjeu est de définir comment fonder une famille, et à quel coût. Il s'agit de notre quotidien. C'est pourquoi les personnes concernées, c'est à dire toutes celles qui n'ont pas pour l'instant accès en France à l'insémination et à la Fécondation In Vitro avec donneur, femmes célibataires, couples de femmes, personnes trans, doivent être au cœur des échanges, qu'il s'agisse des débats dans les institutions ou dans les médias. Et si les professionnels de la santé et du droit qui accompagnent ont bien sûr un éclairage légitime à apporter, ce n'est certainement pas le cas des moralistes, experts autoproclamés et des représentants religieux qui tentent de préempter le débat pour dicter aux femmes leur conduite.

Nous refusons d'assister à des débats fermés et biaisés, dont la conclusion est prévisible au simple vu du titre et de la liste des invités comme cela a été le cas lors des précédents états généraux de 2011. Nous sommes le sujet et la raison d'être de ce débat : nous réclamons notre droit à être représentées et pleinement intégrées à ce processus de consultation publique, sans quoi celle-ci n'aurait aucune autre utilité que celle de nous exposer à de nouvelles stigmatisations et violences.

N'oublions jamais que l'on parle de dizaines de milliers familles LGBTparentales, de centaines de milliers de familles monoparentales et que chaque insulte, chaque « dérapage », touche directement des enfants et des parents. Alors, puisque ce « débat citoyen » doit avoir lieu, nous exigeons de la part de l'ensemble des acteurs médiatiques qu'ils prennent leurs responsabilités en ne faisant pas de ces débats un défouloir de haine gratuite comme en 2013, lors des débats sur la loi dite « mariage pour tous » et aujourd'hui encore dans bon nombre de médias. Nous espérons qu'au contraire, ce sera l'occasion de faire connaître le quotidien de nos familles et de faire reculer les préjugés et discriminations dont elles sont encore trop souvent victimes.

Et pour toutes celles et ceux qui souhaitent venir se former et s'informer auprès des personnes directement concernées et des professionnels qui les accompagnent, nous vous donnons rendez-vous au Centre LGBT de Paris le mercredi 31 janvier pour une journée « Portes Ouvertes pour la PMA » à partir de 14H.

Signataires :

Act-Up, Aides, Bi'Cause, le CAELIF, le Collectif Féministes Révolutionnaires, les efFRONTé-e-s, FièrEs, du GLUP, l'Inter-LGBT, le MAG Jeunes LGBT, le Planning Familial et SOS homophobie.

Contacts presse :

Aides : Antoine Henry – 01 41 83 46 53 | 06 10 41 23 86 | ahenry@aides.org

Bi'cause : Vincent-Viktoria STROBEL 06 89 38 62 43

efFRONTé-e-s : leseffrontees@gmail.com

FièrEs : contact.fieres@gmail.com

Inter-LGBT : Aurore Foursy presse@inter-lgbt.org 07 71 08 68 45

Planning Familial : Véronique Sehier 06 86 65 25 19 – veronique.sehier@planning-familial.org/
Caroline Rebhi 06 59 87 03 20 – caroline.rebhi@planning-familial.org

SOS homophobie : 06 15 27 64 09 – joel.deumier@sos-homophobie.org